



David Reyat
BLOGLEFIGARO.FR/RUGBY
MÉE LE RELEVÉE



Yves Thréard
BLOGLEFIGARO.FR/THREARD
CONTROVERSES



Arnaud De La Grange
BLOGLEFIGARO.FR/CHINE
DE CHINE

Le réveil de l'islam radical bouscule l'Occident assoupi



Le bloc-notes
IVAN RIOUFOL
irioufol@lefigaro.fr

Où est l'islam des Lumières, promis par Barack H. Obama et les élites européennes assoupies ? Pas en Égypte ni en Tunisie libérées de leurs despotismes : il ne fait plus bon y être une femme émancipée. Pas davantage en Libye, pays déchiré et cible des salafistes qui ont tué l'ambassadeur des États-Unis. En Syrie, le soulèvement populaire contre le pouvoir est semblablement menacé de récupération par les plus fanatiques, épaulés par le Qatar et l'Arabie saoudite, eux-mêmes soutenus par l'Occident subjugué. En juin 2009, au Caire, Obama avait fait l'éloge de « la tradition de tolérance de l'islam » en annonçant des relations nouvelles avec le monde musulman. À cette occasion, il avait rappelé la force symbolique de son second prénom, Hussein, et son attachement à la culture de son père. Sa naïveté se lit dans ce monde arabe qui fourbit ses armes.

Voilà où mène la « politique de l'apaisement » américaine, source d'inspiration pour une partie du monde politique français, François Hollande en tête. Des conflits

multiformes se profilent, attisés par un islam conquérant qui a jaugé les faiblesses de son adversaire atavique. Les aspirations démocratiques des « printemps arabes » ont cédé la place, au mieux aux Frères musulmans présentés comme « modérés » par ceux qui ont déjà capitulé, au pire aux illuminés de « l'islam des origines ». Ceux-là hurlent leur haine des juifs et des chrétiens au prétexte d'une minable vidéo qui (sacrilège !) donne un visage à Mahomet et (blasphème !) le critique. Obama voulait faire la leçon à George W. Bush, coupable d'appeler par leur nom les « islamofascistes ». Les voilà qui parodent aux quatre coins de la planète.

L'Iran explosif confirme l'échec du soft power, tarte à la crème du diplomatiquement correct. En 2009, la jeunesse iranienne, aspirant à se libérer d'une théocratie obscurantiste, scandait : « Obama, es-tu avec eux ou avec nous ? » Elle a été abandonnée par Washington qui, soutenant de ménager les ayatollahs, a conforté un régime dictatorial et apocalyptique rêvant de rayer Israël de la carte. Depuis, la dicta-

ture se joue des embargos brandis pour contrer son arsenal nucléaire, à deux doigts d'être opérationnel. Engagé dans une fuite en avant, l'Iran des mollahs peut devenir le théâtre d'un conflit mondial. Il n'est plus certain que les Israéliens bluffent encore quand ils se disent prêts à détruire les sites atomiques qui les menacent. Tel est le bilan d'un angélisme d'État, à peine écorné par l'exécution de Ben Laden.

Ces échecs, qui s'ajoutent aux dégradations économiques et sociales des États-Unis, pèseront lourd dans ces deux derniers mois de campagne présidentielle. Le républicain Mitt Romney, qui talonne le président sortant, tirera-t-il profit des promesses non tenues de son adversaire démocrate ? S'il est en tout cas une leçon à tirer, c'est que la promotion de la démocratie dans les pays musulmans devient vite illisible dès qu'elle en vient à des concessions avec l'islam politique. Quand le département d'État américain et le Conseil de l'Europe fustigent, comme récemment, la législation française interdisant la voile intégral en public, ils montrent qu'ils n'ont rien compris aux exigences des islamistes d'Europe qui mettent sans cesse à l'épreuve les capacités de résistance des pays d'accueil. Le temps est venu de leur dire : non.

quer à une religion, c'est s'attaquer à la république », il formule une phrase ambiguë qui laisse comprendre, à ceux qui exigent un délit de blasphème, qu'ils ont été entendus. Il est inacceptable de s'attaquer à un lieu de culte. Mais, héritage des Lumières, une religion peut être remise en cause au même titre qu'une autre pensée.

Ces soumissions et accommodements sont des reculs qui confortent la propension de l'islam politique à l'intimidation. Ces contritions tendent de surcroît à solidariser les modérés avec les plus radicaux en laissant croire qu'ils sont victimes d'un Occident qui les rejette ; ce qui est faux en regard des millions de musulmans qui ont rejoint l'Europe. C'est pourquoi *Charlie Hebdo* a sauvé l'honneur, mercredi, en publiant des caricatures sur Mahomet et ses croyants (*voir mon blog*). Le devoir d'opposition à l'intolérance et à l'obscurantisme oblige à tenir tête aux menaces. Il est navrant que ce rôle revienne à un hebdomadaire satirique qui a fait du mauvais goût sa marque de fabrique. Mais les actes de rébellion sont trop rares, surtout dans la presse de gauche, pour faire la fine bouche. Il est d'ailleurs heureux qu'à cette occasion le ministre de l'Intérieur ait clarifié son approche idyllique de l'islam, en rappelant que la liberté d'expression était un « droit fondamental ». Osera-t-il l'épreuve de force, ce risque que fait courir l'emprise insidieuse de l'islamisme sur les esprits ?

En arriver là...

L'islam des Lumières est probablement atteignable. Il a su produire des merveilles artistiques, exposées au Louvre depuis mercredi. Mais il est faux de prétendre qu'il est déjà là. Samedi, des salafistes et des jeunes des cités projettent de renouveler, à Paris, leur manifestation contre les États-Unis, l'Occident et les Juifs. Les belles âmes qui ont permis d'en arriver là mesurent-elles leur responsabilité ?

Au fou !

Dans ce contexte, des socialistes veulent accélérer l'instauration du droit de vote des étrangers pour les élections locales. À 61 %, les sondés viennent de faire savoir leur opposition. Leur faut-il, en plus, crier au fou ! blog.lefigaro.fr/rioufol

L'œil du New Yorker

PRÉSENTÉ PAR JEAN-LOUP CHIFLET



DESSIN DE LEE LORENZ

Ne me remerciez pas, j'aurais accepté un pot-de-vin de n'importe qui !

Klaus F. Zimmermann

Le directeur de l'Institut pour l'étude du travail (Iza) pointe le défaut français qui consiste à exiger des autres pays de modifier leur politique économique sans remettre en cause la sienne.

+ Westerwelle : « L'Europe voit la lumière au bout du tunnel » [PAGE 6](#)



DESSIN DOBRITZ

Allemagne ou Royaume-Uni ? François Hollande vise la mauvaise cible

La compétition entre nations est positive pour les populations et les économies, et c'est un facteur d'élévation du niveau de vie. Le choix de la cible est toutefois essentiel. François Hollande a choisi l'Allemagne comme cible de ses ambitions. Ce choix s'inscrit dans la continuité d'une campagne présidentielle pendant laquelle les deux candidats ont beaucoup débattu des secrets de la réussite économique allemande. Après son élection, au lieu de rechercher dans la stratégie allemande les éléments susceptibles de fonctionner en France, le nouveau président a choisi d'opposer austérité et croissance. Si sa posture de champion de la croissance lui a valu un soutien politique – des États-Unis à la Grèce – elle a apporté peu de résultats. Dans le vrai monde de la réforme économique, les déclarations abstraites en faveur de la « croissance » ont peu d'impact. M. Hollande a d'ailleurs introduit un faux débat : une simple comparaison statistique des PIB allemands et français suffit à montrer que l'Allemagne n'est évidemment pas « anticroissance ».

Il faut donc que le président français abandonne sa rhétorique de campagne

pour s'atteler rapidement aux travaux pratiques. L'Allemagne réduite par-dessus tout de voir se reproduire le même schéma qu'à l'arrivée au pouvoir de Nicolas Sarkozy en 2007 : près d'une année gâchée à la poursuite d'idées fallacieuses avant le retour à la réalité.

Vu la gravité de la crise de l'euro, une telle erreur n'est plus possible. Il faut d'urgence s'attaquer aux sources domestiques des problèmes économiques (micro-réformes sectorielles, réduction des dépenses et réforme fiscale).

« Est-il judicieux de consacrer 2 milliards d'euros à la création de 100 000 emplois pour les jeunes ? »

Des mesures ont été prises mais, même si le chômage des jeunes est préoccupant, est-il judicieux de consacrer 2 milliards d'euros à la création de 100 000 emplois pour eux ? L'intention, louable, est entachée de dirigisme. En France, le coût du travail a grimpé plus vite que les gains de productivité, plombant compétitivité internationale et rentabilité des entreprises. Si les effets sur la demande

intérieure ont pu être positifs à court terme, l'investissement des entreprises a été découragé. Or celui-ci est impératif. En dehors de quelques secteurs comme le luxe, l'économie française n'est pas assez spécialisée pour aborder l'avenir.

Il existe des moyens directs d'agir. L'assouplissement du marché du travail et l'abaissement de son coût servirait l'économie française. C'est la stratégie qu'a adoptée le principal concurrent européen de la France, qui n'est pas l'Allemagne mais le Royaume-Uni. Depuis une dizaine d'années, les deux pays se talonnent. Longtemps, les Français ont tenu la corde : en même temps qu'elle se financiarisait, l'économie britannique se désindustrialisait de façon inquiétante. Le gouvernement Cameron s'est employé à rectifier le tir et à promouvoir l'activité manufacturière. Certes, le Royaume-Uni peut jouer sur son taux de change. Mais la productivité a été stimulée dans les usines, faisant affluer les investissements directs étrangers et incitant les entreprises britanniques à investir. Ce redressement industriel devrait inspirer la France.

Or M. Hollande a préféré demander à l'Allemagne d'assouplir sa position vis-à-vis de l'inflation, des salaires

et des investissements, ce qui ne résoudra pas le malaise français. Il ne rime à rien de dire aux Français que ce n'est pas à eux mais aux Allemands de changer. En effet, il y a fort à parier que les Allemands vont faire preuve de souplesse dans la conduite du programme de croissance, parce que, pour eux, austérité et croissance vont de pair. M. Hollande risque alors de se retrouver dans une situation calamiteuse, se targuant (à tort) d'avoir fait changer d'avis les Allemands sans réussir à améliorer notablement son économie.

Il n'est pas très efficace de se déclarer favorable à une stratégie de croissance en se contentant de chercher à financer le modèle économique français en l'état. Seules obtiendront des résultats les économies prêtes à optimiser leurs méthodes en continu, sans se cramponner à un modèle révolu. Les pays scandinaves ont prouvé que cet objectif – tendre vers la croissance sans coupe dans les aides sociales – était réalisable. Le nouveau président ferait donc bien de réfléchir aux facteurs de réussite des économies scandinaves et britannique, plutôt que d'être obsédé par l'Allemagne. La première option ouvre à la France une voie d'avenir ; la seconde la laisse engluée dans le passé.

(Traduit de l'anglais par Françoise Wirth)

LE FIGARO

Dassault Médias
14, boulevard Haussmann
75009 Paris
Président-directeur général
Serge Dassault
Administrateurs
Nicole Dassault, Olivier Dassault, Thierry Dassault, Jean-Pierre Bechter, Olivier Costa de Beauregard, Benoit Habert, Bernard Monassier, Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
14, boulevard Haussmann
75009 Paris
Président
Serge Dassault
Directeur général, directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeur des rédactions
Alexis Brézet
Directeur délégué des rédactions
Jean-Michel Salvador
Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capelle (Économie), Anne-Sophie von Claer (Style, Art de vivre, So Figaro), Anne Huet-Willème (Édition, Photo, Révision), Sébastien Le Fol (Culture, Figaroscope, Télévision),

Paul-Henri du Limbert (Politique, Société, Sciences), Étienne de Montety (Débats et Opinions, Littéraire), Pierre Rousselin (Étranger) et Yves Thréard (Enquêtes, Opérations spéciales, Sports, Paris)
Directeur de la rédaction du Figaro.fr
Luc de Barochet

Directeur artistique
Pierre Bayle
Redacteurs en chef
Graziella Boutet (Infographie), Frédéric Picard (Édition)
Éditeur
Sofia Bengana

FIGAROMEDIAS
9, rue Pilet-Wil, 75430 Paris Cedex 09
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07
Président-directeur général
Pierre Conte
Direction, administration, rédaction
14, boulevard Haussmann
75438 Paris Cedex 09
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression
L'Imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
Mid Print, 30600 Gallargues-les-Montueux
Imprimat. Casablanca Maroc
ISSN 0182-5852
Commission paritaire n° 0416 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h à 17h : sam. de 8h à 12h au 01 70 37 3170. Fax : 01 56 56 70 11. Gérez votre abonnement sur <http://abonnes.lefigaro.fr>
Formules d'abonnement pour 1 an
Club : 395 €. Semaine : 229 €. Week-end : 195 €.

OJD Ce journal se compose de :
Édition Tremblay-en-France : 16 pages
Édition de Gallargues-les-Montueux : 16 pages
Club 2 Économie : 8 pages
Club 3 Le Figaro et vous : 16 pages
Sur certaines éditions :
Supplément 5 Magazine : 204 pages
Supplément 6 Madame : 176 pages
Supplément 7 TV : 96 pages
pour une partie du territoire national